

ETUDES DE DEVELOPPEMENT

Année académique 2009/2010



Etats et sociétés au Moyen-Orient Séminaire E 814

Printemps – Séminaire – 6 ECTS
Mardi 13:15-16:00 (salle cv513)
Vendredi 10:15-13:00 (salle cv201)

Ce séminaire aborde dans une perspective socio-historique les relations qui se sont développées entre des Etats en perpétuelle quête de légitimité, et des sociétés encore écartelées entre de multiples foyers d'identité collective. Il s'agira d'identifier les différents facteurs de tension et de rapprochement ayant modulé l'évolution de ces rapports. Certains de ces facteurs ont trait à la confrontation entre les modes de gouvernance autoritaires adoptés par les Etats et les mouvements de mobilisation plus ou moins institutionnels issus des « sociétés civiles ». D'autres facteurs, externes, renvoient aux implications internes des conflits régionaux ; à la prégnance de certaines idéologies supra-étatiques (panarabisme, panislamisme, socialisme) ; ou encore à l'ingérence de puissances extérieures dans les affaires internes des Etats, que ce soit au titre de l'aide au développement, de la sécurité régionale ou de la « mondialisation ». Placé à la charnière du local, du régional et de l'international, ce séminaire cherchera par ailleurs à dégager les concepts analytiques appropriés à la compréhension de ces thèmes.

> ENSEIGNANT

Jalal Al Hussein
jalal_husseini@yahoo.com
022 908 44 08

Heures de réception :
Sur rendez-vous
Bureau : Rothschild 1^{er} étage,
RU102

> ASSISTANTE

Diane DUCLOS
Diane.Duclos@graduateinstitute.ch
022 908 44 02

Heures de réception :
Mardis 16:30 -18:00
Bureau : Rothschild 1^{er} étage,
RU109

Problématique

Ce séminaire se concentre sur les Etats et sociétés du « Moyen-Orient arabe », une zone géographique dans laquelle nous inclurons les Etats du Proche-Orient et ceux de la péninsule arabique. Les autres Etats traditionnellement associés au Moyen-Orient, soit les Etats du Maghreb, Israël, l'Iran et la Turquie seront abordés dans la mesure où ils ont influé significativement sur le « Moyen-Orient arabe ».

Centrées sur la persistance de l'autoritarisme, la plupart des analyses portant sur les Etats du Moyen-Orient insistent sur l'échec des transitions démocratiques promises par les leaders arabes ainsi que sur le caractère superficiel de leurs tentatives de libéralisme économique. Qui plus est, les espoirs de développement un instant entretenus par la rente pétrolière (directe et indirecte) à partir des années 1970 se sont envolés sous le coup de la montée des inégalités, du chômage et de la pauvreté, en particulier dans les pays n'ayant pas bénéficié directement de la manne pétrolière. Cette « exception arabe » au mouvement mondial de démocratisation et de développement a été le plus souvent expliquée par des facteurs d'ordre culturel et politique apparemment irrémédiables tels que le caractère patriarcal des sociétés arabes, la vivacité d'un islamisme fondamentalement réfractaire à la notion de démocratie libérale et, plus généralement, par des structures politiques et socio-économiques inadaptées aux changements imposés par la modernisation de la société et la mondialisation.

Le cours cherchera à mieux comprendre ce « malheur Arabe » (Kassir, S., 2004). Seront abordées les questions de la légitimité (contrariée) des Etats ; de leur positionnement ambigu au sein des sociétés ; des logiques clientélistes engendrées par l'économie de la rente ; de la persistance des clivages communautaires traditionnels ; et de l'impact des conflits régionaux sur le développement politique et économique de l'ensemble de la région. Mais il conviendra aussi de dépasser ce cadre d'explication normatif, centré sur les déficits « démocratiques » des Etats moyen-orientaux, pour s'intéresser aux dynamiques liées aux bouleversements induits au cours de la dernière décennie sous la pression des bailleurs de fonds occidentaux, et de l'émergence de « sociétés civiles » organisées en institutions non-gouvernementales. Les récentes politiques d'ouverture économique (privatisation) et politique (élections plus ou moins libres) entreprises par plusieurs régimes arabes témoignent-elles d'une réelle volonté de renégocier les termes des relations entre l'Etat et ses sujets ? Ou cette amorce démocratique/libérale ne serait-elle qu'un « autoritarisme amélioré » (*authoritarian upgrading* – Heydeman, S., 2007) destiné à conforter les modes de gouvernance existants par une prudente adaptation *a minima* à un contexte nouveau ?

Objectifs, contenu et calendrier du cours-séminaire

L'objectif du cours-séminaire est de fournir aux étudiants venant d'horizons et de disciplines différents les bases d'une connaissance générale des principaux enjeux soulevés par l'évolution politique, économique et sociale du Moyen-Orient. A son issue, les étudiants devront être à même d'articuler les outils et concepts théoriques dispensés durant les séances aux réalités moyen-orientales. L'approche méthodologique suivie sera multidisciplinaire. Privilégiant une approche par la sociologie historique, le cours empruntera, tout en les questionnant, des concepts propres à la science politique, au droit et à l'économie du développement. Parmi ces concepts, certains se sont imposés – à tort ou à raison- comme spécifiques au Moyen-Orient (et à d'autres régions non-occidentales), tels que la « *assabiya* » khaldounienne (esprit de corps

et de clan), « l'Etat rentier » et « semi-rentier », ou encore « l'Etat importé ». D'autres concepts universels tels que l'« Etat-nation », la « transition démocratique », et la « participation politique » nous permettront d'opérer des comparaisons entre pays du Moyen-Orient ainsi qu'entre ces derniers et des pays dans d'autres régions du monde.

Le séminaire est divisé en huit séances de trois heures. Les deux premières séances opéreront un survol général de la problématique. **La première séance** s'interrogera sur la notion de « Moyen-Orient » en tant que réalité et/ou construction régionale vécue et représentée par ses habitants et ses institutions ainsi que par les acteurs extérieurs. **La seconde séance** analysera la création et l'institutionnalisation des Etats moyen-orientaux contemporains. Seront alors abordées les principales approches théoriques et empiriques, locales et occidentales, qui ont été utilisées pour expliquer les dynamiques des relations entre ces Etats et leurs sociétés, et plus largement les circonvolutions politiques et socioéconomiques du Moyen-Orient. **Les troisième et quatrième séances** placeront les Etats et sociétés du Moyen-Orient face aux exigences de la mondialisation ainsi qu'aux pressions de la « société civile » tant dans le domaine politique qu'économique. Plusieurs cas de figure seront discutés dont la Jordanie, les pays du Golfe (démocratisation), la Syrie et l'Egypte (libéralisme économique, privatisation). **La cinquième séance** s'intéressera à deux exemples de mobilisation politique transnationale à coloration islamiste (chiite et sunnite). **Les sixième et septième séances** s'attaqueront à deux conflits majeurs dans l'histoire du Moyen-Orient : le conflit israélo arabe (depuis 1948) et le conflit irakien (depuis 2003). Dans les deux cas, il s'agira moins de retracer les étapes du conflit que de déterminer, à travers les vagues de réfugiés qu'ils ont suscité, leurs conséquences sur les relations interarabes ainsi que sur les relations entre les Etat d'accueil et les populations sous leur contrôle (populations de souche et réfugiés). En guise de conclusion, **la huitième séance** reprendra les discussions effectuées lors des séances précédentes tout en mettant en lumière les défis que seront appelés à relever les Etats et les sociétés du Moyen-Orient dans le moyen, long terme.

Le calendrier s'annonce donc comme suit :

Mardi 13 avril

Le Moyen-Orient comme réalité et comme construction

Vendredi 16 avril

Les Etats du Moyen-Orient et leur place au sein des sociétés

Mardi 20 avril

L'autoritarisme moyen-oriental actuel : quelle transition démocratique ? Cas de figure proposés : la Jordanie et les pays du Golfe.

Vendredi 23 avril

L'autoritarisme moyen-oriental actuel face à la libéralisation de l'économie et des services. Cas de figure proposés : la Syrie et l'Egypte.

Mardi 27 avril

Mobilisations idéologiques et politiques

Cas de figure : L'« arc chiite » au Moyen-Orient et le salafisme au Liban

Vendredi 30 avril

Le conflit israélo-arabe : les retombées régionales et locales de la question des réfugiés palestiniens

Mardi 4 mai

Le conflit irakien et ses répercussions internes et régionales.

Vendredi 7 mai

En guise de conclusion : mutations et défis pour le XXIème siècle dans le monde arabe.

Participation, lectures et évaluation

Ce cours est prioritairement ouvert aux étudiants du Master en Développement (M-DEV). Dans la mesure des places disponibles (30 maximum), les étudiants de Master en Etudes Internationales (MIS) sont également conviés à y participer.

La présence aux séances est requise et vaut pour 20% de l'évaluation. En outre des lectures *obligatoires* servant d'appui aux séances seront indiquées début mars. Chaque séance s'articulera autour d'une présentation du thème en question par l'enseignant ainsi que d'une discussion autour des lectures.

La participation aux discussions vaudra pour 30% de l'évaluation.

Enfin, les étudiants devront rédiger un essai de recherche (minimum 15 pages interligne 1,5) sur un thème à définir avec l'enseignant. L'accent sera mis sur la capacité de l'étudiant à élaborer une problématique de recherche autour d'un questionnement et d'hypothèses de recherche pertinents.

Bibliographie indicative

Nous n'indiquons ici que des ouvrages généraux de référence sur le Moyen-Orient contemporain. Les étudiants qui n'ont pas de connaissances particulières sur cette région sont encouragés à lire, selon les disponibilités, une ou deux de ces publications. Une liste de lectures obligatoires (des articles et extraits d'ouvrages) sera distribuée prochainement.

Ayubi, Nazih N., *Overstating the Arab State: Politics and Society in the Middle East*. London, I. B. Tauris., 1995.

Bennani-Chraïbi, M., Fillieule, O. (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

Bocco, R., Djalili, M.R. (dir.), *Moyen-Orient : migrations, démocratisation, médiations*, Paris/PUF, Genève/IUED, 1994.

Droz-Vincent, P. *Moyen-Orient : pouvoirs autoritaires, sociétés bloquées*, Paris, PUF, 2004.

Droz-Vincent, P., *Vertiges de la puissance. Le « moment américain » au Moyen-Orient*, Paris, La Découverte, 2007.

Eickelman, D. & Piscatori, J., *Muslim Politics*, Princeton University Press, 2004.

Halliday, F., *The Middle East in International Relations, Power, Politics and Ideology*, Cambridge University Press, 2005.

Heydeman, S., « La question de la démocratie dans les travaux sur le monde arabe », *Critique Internationale*, no.17, octobre 2002, pp.54-62 (www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=CR11_017_0054).

Kamrava, M., *The Modern Middle East*, Los Angeles, University of California Press, 2005.

Kassir, S., *Considérations sur le malheur arabe*, Paris, Ed. Actes Sud/Sindbad, 2004.

La politique dans le monde arabe, sous la direction d'E. Picard, Paris, Armand Colin, 2006.

Longuenesse, E., *Professions et société au Proche-Orient. Déclin des élites, crises des classes moyennes*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006.

Luizard, P.J., *Laïcités autoritaires en terres d'Islam*, Paris, Fayard, 2007.

Owen, R., *State, Power and Politics in the Making of the Modern Middle East*, Routledge, 2001.

Rougier B., *Le jihad au quotidien*, Paris, PUF, 2004.

Salame, G. (dir.), *Démocratie sans démocrates. Politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard, 1994.